La France achète la paix sociale avec des étudiants factices ‘payés pour ne rien faire’

29/07/2013 à 12h30

« *Nous, direct, on signe on s’en va. Ici, on est payés à rien foutre*», explique l’un de ces étudiants fictifs de l’Université de Perpignan, venu uniquement pour émarger le jour de l’examen pour pouvoir prétendre à sa bourse étudiante. « *On a la bourse, on travaille de partout au noir, on s’en tire avec 1 500 euros facile* », ajoute-t-il.

Dans le journal français Le Monde, Pascale Kremer explique que le problème des étudiants fictifs devient de plus en plus inquiétant. « *Ces faux étudiants existent depuis toujours* mais nous notons une accélération depuis deux-trois ans, en lien avec le chômage des jeunes et l’absence de dispositif de soutien financier pour cette période de transition entre lycée et activité* », indique Fabrice Lorente, le président de l’Université de Perpignan, dans le département des Pyrénées Orientales.

> ***Ces étudiants bénéficient d’une bourse de 470 euros mensuels pendant 10 mois, qui les autorise à travailler, et leur permet de bénéficier de nombreuses exonérations (dont celle des frais d’inscription à l’université), de l’inscription à la Sécurité Sociale, et de réductions. Mais pour la percevoir, les élèves doivent se présenter aux examens et à certains cours (« travaux dirigés », ou TD).***

Du coup, les élèves qui ne le sont que pour percevoir ce viatique ne viennent aux examens que pour émarger, mais comme

ils doivent rester au minimum un tiers de la durée totale de l'épreuve, ils piaffent d'impatience et dérangent les autres élèves. Et dans les TD, ce n'est pas mieux : les étudiants factices perturbent le cours, ils sont agités, jouent avec leur téléphone portable, quand ils ne dorment pas ouvertement sur leur bureau.

Pour les doyens d'université, ces étudiants ne posent pas qu'un problème de discipline. En effet, le financement des universités dépend pour partie du taux de réussite en première année, et ces étudiants qui ne font rien augmentent le taux d'échec aux examens. Les taux de réussite en première année pour les filières Administration Économique et Sociale et Sociologie, deux filières prisées par ces faux-étudiants, ne sont respectivement que de 15 % et 29%. Mais lorsque l'on retire les élèves factices des calculs, ils grimpent à 44% toutes les filières confondues.

> ***Selon les doyens des facultés de lettres et de droit, Nicolas Marty et Yves Picod, le gouvernement ferme les yeux sur ces «étudiants fantômes», et ce faisant, il achète la paix sociale. La bourse apporte un complément de revenu bienvenu pour les familles souvent modestes de ces étudiants. Et en conservant le statut d'étudiant, ceux-ci sont éliminés des statistiques du chômage.***

Ces deux doyens souhaiteraient que l'on impose des résultats minimaux aux examens pour le maintien de la bourse, mais d'autres s'interrogent sur cette proposition. Les professeurs de sociologie redoutent que les étudiants boursiers qui étudient réellement, ou leur matière, ne soient stigmatisés. Ils soulignent qu'un grand nombre de ces faux étudiants sont d'origine maghrébine, ce qui ajoute une dimension raciale à ce problème.

Jean Jacob, professeur de sciences politiques, propose quant à lui de supprimer la limite d'âge du Revenu de Solidarité

Active (RSA). Le RSA est une allocation qui est actuellement attribuée aux personnes sans ressources âgées d'au moins 25 ans. Si les plus jeunes pouvaient également en bénéficier, ils n'auraient plus besoin de faire acte de présence à l'université, et de ce fait, ils ne dérangeraient plus les étudiants studieux.

Express.be